



Courrier

Paris Berlin

Association Gerhard Kiersch Verein

N°10 - Juni - juin 2004

DOSSIER

EU-Erweiterung : c'est par où, la fête ?

Zum ersten Mai wurden die großen Feiern angekündigt : zehn neue Mitglieder haben ihren Beitritt in die Europäische Union gefeiert. Bilder von jubelnden Mengen und Feuerwerken wurden im Fernsehen gezeigt. Doch gab es auch in Frankreich und in Deutschland schöne Feten ? Erfahrungsberichte aus Berlin, Paris, Görlitz und Zittau.

GÖRLITZ / ZITTAU – Le douanier polonais jette un œil blasé sur ma carte d'identité française et me laisse passer. Théoriquement, il pourrait encore me retenir : il n'est que 21 heures, c'est seulement à minuit qu'on doit officiellement cesser d'exiger leurs passeports aux non frontaliers. Il y a quelques mois encore, un autre douanier m'avait refoulé au motif que je n'avais pas de passeport, alors que ma copine – avec une carte d'identité allemande – n'avait pas été inquiétée ! Mais ici, sur le pont entre Görlitz et Zgorzelec, en ce 30 avril 2004, il règne un état d'exception. Vers 23H30, les papiers ne sont même plus demandés, tant les douaniers sont submergés par le flot compact d'Allemands et de Polonais qui affluent des deux rives.

La nuit est douce, on se presse sur le pont, beaucoup ont un verre ou une canette à la main, certains ont ramené du Sek. On se regarde, on se sourit, on ne sait pas trop si l'autre comprend la langue, et on attend.

Minuit moins cinq : des scouts ont formé un couloir de torches sur le pont. La confusion règne. Quelque caméras de la télé locale sont ici,

Görlitz et Zittau : Bière, Bratwurst et Pfand



mais les grands médias, eux, sont allés plus au nord, sur le pont entre Francfort sur l'Oder et Slubice, car c'est là que Joschka Fischer a rendez-vous avec son homologue polonais Włodzimierz Cimoszewicz pour lui serrer la pince...

Minuit : vraiment, il est minuit ? Ma montre l'affirme, celle du voisin dit qu'il reste encore

trente secondes. « Fünf, vier, drei, zwei, eins ! » Un groupe d'Allemands a improvisé le décompte, quelques applaudissements, quelques bouchons sautent. C'est tout ? C'est tout. Quelques uns s'embrassent ou trinquent, la masse compacte se met en branle, les uns vont vers la Pologne, les autres vers l'Allemagne. Les scouts se décident finalement à battre en retraite avec leurs torches, personne n'a emprunté leur couloir... Un beau chaos, émouvant quand même, en fin de compte. Car ici, sur le pont entre ce qui fut, avant le tracé de la frontière en 1945, deux quartiers d'une même ville, il n'y avait pas grand-chose à voir : mais les gens sont quand même venus.

La soirée se termine par une kermesse populaire côté polonais, où la bière coûte un euro, à la grande joie de trois adolescents allemands en goguette, qui caressent l'espoir de draguer une petite serveuse polonaise de leur âge. Mais celle-ci les regarde avec mépris quand, tout en lui adressant la parole en allemand, ils alignent avec une arrogance maladroite leur billet de vingt euros. Elle leur

(Suite page 2)

RÜCKBLICK—RÉTROVISEUR

Chronik eines deutsch-französischen Vereins...

Catherine Götze erinnert sich an die Gründungsjahre des Association Gerhard Kiersch Vereins (AGKV) : 1995-1998.

Die Kopfgeburt. 1985 schlossen das Otto-Suhr-Institut der FU Berlin und das Institut d'Etudes Politiques de Paris ein Kooperationsabkommen zum Austausch von Studenten. Zehn Jahre später wurde in Berlin unter der Schirmherrschaft des Bundesministers a.D. Hans-Dietrich Genscher und des ehemaligen französischen Botschafters in Deutschland Serge Boidevaix der „Association Gerhard Kiersch Verein“ gegründet (dessen offizieller Name ganze 28 Worte trägt: "Verein der Ehemaligen und Freunde des Deutsch-Französischen Studiencyklus in Politik- und Sozialwissenschaften des Institut d'Etudes Politiques de Paris und des Fachbereichs Politische Wissenschaft der Freien Universität Berlin" ...). Professor Gerhard Kiersch war es, der in den 80er Jahren das Kooperationsprogramm der beiden Institute ins Leben gerufen hatte und welches sich in 10 Jahren zu einem integrierten Studiengang mit gemeinsamem Diplom der beiden Institute gemausert hatte. Jeweils

10-12 StudentInnen beider Institute studierten ein Jahr lang gemeinsam in Paris und ein weiteres Jahr gemeinsam in Berlin. Neben vielfältigen Lehrveranstaltungen arbeiteten beide Gruppen in zwei gemeinsamen Seminaren, die von einem deutschen und einem französischen Hochschullehrer geleitet wurden, absolvierten im jeweiligen Gastland ein zweimonatiges Praktikum, und schlossen mit einer in der jeweils anderen Sprache geschriebenen Diplomarbeit und einer umfassenden Diplomprüfung ab. Um den Aufbau und das Funktionieren des Studiencyklus zu sichern, finanzierte das Deutsch-Französische Hochschulkolleg (DFHK) die Infrastrukturkosten (z.B. die Stelle eines wissenschaftlichen Mitarbeiters) sowie die Stipendien der StudentInnen. Doch auf Grund der schlechten Haushaltslage Mitte der 90er Jahre, musste das DFHK ernsthaft überlegen, ob es weiterhin die Stipendien übernehmen könnte. Ohne

(Fortsetzung auf Seite 5)

► rendra la monnaie en zlotys, en prenant une belle commission au passage, ça leur fera les pieds. Côté allemand, l'ambiance est au concert classique, mais les stands de boissons font moins recette : il faut dire que la bière y est à deux euros cinquante, plus Pfand !

En repassant le pont, je remarque que les contrôles d'identité ont repris de plus belle : élargissement, élargissement, d'accord, mais Schengen, c'est pas pour tout de suite !

Quelques heures plus tard à Zittau, en amont de la Neisse, les chefs de gouvernement allemand Gerhard Schröder, polonais Leszek Miller et tchèque Vladimir Spidla traversent les ponts du « Dreiländereck ». Ils sont accompagnés du Commissaire européen à l'Élargissement Günter Verheugen. Il fait grand soleil, le vent porte des odeurs de Bratwurst, et quelques milliers de badauds des trois pays assistent dans une ambiance de kermesse au parcours de leurs dirigeants, encadrés par un fouillis inextricable de barrières de sécurité.

Finalement, les quatre hommes montent sur une espèce de podium en forme de proue de bateau penchée en arrière et juchée d'un mat. Tandis qu'ils hissent ensemble le drapeau européen, difficile de ne pas faire le rapprochement avec le naufrage du Titanic : pourquoi diable ont-ils penché la proue à ce point ?!

Viennent ensuite les discours. Seuls quelques happy few, ceux à qui on a offert un casque, ont droit aux traductions. De toutes façons, la cérémonie a surtout été conçue pour la télé. « Qui aurait pensé il y a 60 ans qu'il y aurait un jour comme celui-ci, un jour où l'Europe est unie, et où nous avons la chance de faire de l'Europe un lieu de paix et de prospérité ? », lance Gerhard Schröder. Leszek Miller se rejouit de voir « notre grand rêve

polonais aujourd'hui réalisé. Nous sommes maintenant sous le même toit, de quelque côté de la frontière que nous nous trouvons ». Quant à Vladimir Spidla, il souligne que l'élargissement permet de « surmonter définitivement les conséquences de la Seconde Guerre mondiale », avant de faire le compte : « Le rideau de fer est tombé en 1989, après il y a eu la réunification allemande et aujourd'hui l'UE est élargie, en 15 ans c'est une performance très correcte ». Dans le public, Justus Krauer, étudiant allemand en histoire à Leipzig, agit avec enthousiasme un grand drapeau européen. « C'est historique, il faut célébrer ça », dit-il. Il a les traits un peu fatigués : cette nuit, il s'était rendu à 200 kilomètres de là pour assister à la poignée de mains entre les ministres des Affaires étrangères allemand et polonais à Francfort sur l'Oder, et trinquer sous les feux d'artifice avec de jeunes Polonais.

D'autres sont moins enthousiastes, comme cette dame d'un soixantaine d'années qui marmonne que « c'est bien beau de rassembler tous ces peuples. Mais qui va payer tout ça ? ». Martin Schlagehan, un retraité de 69 ans, est lui aussi sceptique : « Les politiques, ils planent quelque part là-haut », affirme-t-il.

Là-haut, dans un ciel d'azur, Gerhard Schröder s'est envolé avec ses deux homologues tchèque et polonais à destination de Dublin, pour continuer la fête. Un beau symbole : l'Allemand qui offre l'hospitalité à ses deux voisins à bord de son avion pour faire un bout de chemin ensemble. En l'acceptant, Leszek Miller avait d'ailleurs soulevé les jours précédents une belle polémique en Pologne, où des voix s'élevaient contre l'invitation d'un représentant polonais à bord d'un appareil militaire allemand. Signe que la page du passé n'est peut-être pas encore entièrement tournée...

Yann Ollivier

„Riga, capitale de l'Estonie“...

PARIS — Intérieur nuit. Projection d'Agents secrets, un vendredi soir en mars dernier, élargissement moins des poussières. Dans une salle aveugle et feutrée des Renseignements Généraux, un chef de service (André Dussolier) tire d'un ton grave le bilan mitigé des dernières missions. Devant un planisphère piqué de points rouges lumineux comme autant de destinations lointaines, mystérieuses et effrayantes, il reprend son souffle et plante le décor du récit à venir : « A Riga, énonce-t-il, capitale de l'Estonie... ». Ce ne serait pas plutôt Tallinn, eh, banane !

Extérieur nuit. Samedi 1er mai 2004, dans les rues de Paris, peu après l'heure dite. Pas un

compte à rebours, pas un signe de joie. Incontestablement, les rues sont vides. Nos pensées traînent, du côté du pont qui relie Francfort sur l'Oder à Slubice, du côté de Zittau, sur la frontière entre l'Allemagne, la Pologne et la République Tchèque. Ce soir-là, sans aucun doute, nous aurions aimé y être. Qu'à cela ne tienne ! Contre la moue ouvertement hostile du serveur à qui nous avons confié notre joie, voire même un peu notre émotion (j'ose à peine, tant le terme et ce qu'il recouvre m'ont paru incongrus ce soir là), nous faisons tinter nos flûtes de champagne, à quatre, pour les 25 et pour l'Europe unie. Nous avons du mal à croire que la vraie prochaine frontière politique à

l'Est nous emmène déjà à quelques lopins de Saint-Petersbourg et nous avons du mal à croire qu'à Paris, tout le monde s'en fiche. Mais à un point...

Le coût de grâce me fut porté le lundi d'après. N'ayant pas la télévision, je me jette sur les étalages des kiosques à journaux, guettant la une des quotidiens, au premier jour ouvrable après le 30 avril à minuit. Voici un florilège de ce que j'ai récolté, à être trop curieuse... Le Parisien, édition du 3 mai, dans l'ordre : « La France veut expulser les imams radicaux », « Stade français, le miracle », « Foot : Bordeaux-Lyon, le PSG reste en course », « Internet : le

(Suite page 3)

SOMMAIRE - INHALT

DOSSIER L'ÉLARGISSEMENT DE L'UE	Pages 1-3
CHRONIK DES AGKV 1995-1998	Seiten 1&5
EHEKRACH : DU BON USAGE...	Page 4
EHEKRACH : MIT WEM SPRECH' ICH ?	Seite 4
KÜNAST-GAYMARD : 2 MINISTER AM OSI	Page 6
DER PROVIDER-ALPTRAUM	Seite 7
LITTERATURES EN SCHLESWIG-HOLSSTEIN	Page 7
JOURS FIXES : L'EUROPE AU MENU	Page 8
RETTET DEN ZYKLUS !	Seiten 8-9
POLAR BRUXELLOIS	Page 10
KLATSCH & TRATSCH	Seite 10

Courrier ParisBerlin

Journal de l'Association Gerhard Kiersch Verein (AGKV)

Association des anciens et amis du cycle franco-allemand de l'Institut d'Études politiques de Paris et de l'Otto Suhr Institut (Freie Universität Berlin).

Zeitschrift des Association Gerhard Kiersch Vereins
Verein der Ehemaligen und Freunde des deutsch-französischen Zyklus des Institut d'Études Politiques de Paris und des Otto Suhr Instituts
(Freie Universität Berlin)

www.agkv.org - infoATagkv.org

c/o Jean-Baptiste CUZIN, 8 rue Neuve Popincourt F - 75011 PARIS

(Tel. : +33 (0)1 48 05 70 86)

c/o FB Politik- und Sozialwissenschaften der FU Berlin, Ihnestrasse 21, D- 14195 BERLIN
(Tel. : +49 (0)30 / 838 550 16 Fax : +49 (0)30 / 838 570 57)

Directrice de la publication : Chloé Aublin - Esclave rédacteur en chef : Yann Ollivier. Ont participé à ce numéro: Chloé Aublin, Maëlis Borghese, Céline Carré, Jean-Baptiste Cuzin, Tom Desavoie, Commissaire Eurotourneol, Carolin Dieterich, Catherine Götzke, Annika Kießler, Sophie Didier, Philip von Schöppenthau. Photos : D.R.

Alle Artikel, die im Courier Paris-Berlin veröffentlicht werden, binden die Autoren und nicht den Verein als solchen. Tous les articles publiés dans le Courier Paris-Berlin engagent leurs auteurs mais non l'association en tant que telle.

Tristes Feiern unterm Brandenburger Tor

BERLIN — Auf die EU-Erweiterung hatte ich lange und mit Spannung gewartet. Ich dachte mir, jetzt endlich werden die Menschen Europa in den Strassen feiern. Ein bisschen wie Sylvester würde es sich anfühlen, oder wie die Endspiele der Europameisterschaft. Als ich am Abend des 30. April zum Brandenburger Tor aufbrach, erwartete ich dort viele Menschen, europäische Flaggen und ein verbundenes Schunkeln in den ersten Mai. So ähnlich hat es die Presse später tatsächlich berichtet.

Es sei voll gewesen, fast volksfestartig, schrieb sie. Vielleicht liegen die Ausmaße eines Festes im Auge des Betrachters, vielleicht auch in seiner Zurechnungsfähigkeit, nachdem er beherzt und engagiert die Feierlichkeiten einer historischen Erweiterung

*“Drei, vier
volkstümlich
gekleidete Letten
tanzen im Kreis und
mit ihnen ein paar
Betrunkene in
seliger Vereinigung”*

begangen hat. Mir boten sich nämlich ganz andere Eindrücke, als ich gegen Mitternacht auf jene lose umherwandernde Menge stieß, die kaum den Pariser Platz anfüllte. Drei, vier volkstümlich gekleidete Letten tanzten im Kreis und mit ihnen ein paar Betrunkene in seliger Vereinigung. In sogenannten „Pavillons“, oder vielmehr in weißen Partyzelten, hatten die neuen Mitgliedstaaten die Möglichkeit, sich den Berlinern vorzustellen. Sie taten dies im besten Falle in Form von bunten Reiseprospekten, häufig jedoch mittels lieblos kopierter Handzettel, die die Billigflug- und Busgesellschaften des Ostens anpriesen. Die in den Zeitungen im Rahmen des Unterhaltungsangebots angekündigten ungarischen Zauberwürfel sollten eigentlich nur

zum Kauf einladen. In diesen kleinen Zelten war mir demnach kaum nach Feiern zumute und ich wollte auch keinen dieser merkwürdigen Werbezettel mit zu mir nach Hause nehmen.

Allein bei den Polen ging es um diese Zeit noch lustig zu. Dort hingen bunte Plakate und man lockte mit landestypischen Leckereien und Spirituosen. Auf einer kleinen Bühne, die um so größer und prächtiger auf eine Großleinwand übertragen wurde, machte man Musik. Zwischendurch wurden auch die Maltesischen Feuerwerke eingeblendet. Die durch Störungen und Verzerrungen entstellten Bilder erinnerten jedoch auf

unglückliche Weise an die TV-Übertragung des Angriffs auf Bagdad und die Musik war weder bekannt, noch mitreißend. Kurz gesagt, die groß angekündigte Erweiterungsfeier erschien mir sehr trist. Nicht einmal Fahnen! Welch Schmach für den überzeugten Europäer!

Es bleibt eine traurige Tatsache: Europafeste riechen nach Langeweile. Endlose Informationsveranstaltungen, müde Moderationen und örtliche Musikanten müssen es uns verübeln haben.

Ob wir es uns noch lange gefallen lassen müssen, dass mit europäischen Fragen betraute Behörden unsere Festpläne? Besonders das Bundespresseamt ist hierbei immer

wieder unangenehm aufgefallen. Regelmäßig vergraut es ahnungslose Menschen mit öden Europabroschüren und Informationsständen. So aber auch die Berliner Vertretung der Europäischen Kommission. Auch diese hatte sich nämlich um die Erweiterungsfeierlichkeiten bemüht und nicht ohne das zuvor anzukündigen! An jenem Abend schließlich schmückte eine fantasielose Banderole mit Willkommensgrüssen in den Sprachen der erweiterten Union ihre Fassade. Das Haus selbst blieb - genauso wie ich es schon einmal an einem Europatag erlebt habe - dunkel und verschlossen.

Mein Missfallen über den Rahmen der Feierlichkeiten sollte jedoch nicht davon ablenken, dass es dem historischen Ereignis vor allem an Stimmung fehlte. Die Menschen hier waren eben nicht in Freude vereint. Sie kamen aus Neugierde oder in freitäglicher Feierlaune.

Jenes Gefühl, das vielleicht kurz auf der Brücke zwischen Frankfurt an der Oder und Slubice aufgekommen ist (denn so schrieben es wiederum die Zeitungen) fehlte hier. Ich hätte mir für diesen Tag gewünscht, dass die Menschen, und auch meine Freunde und Kommilitonen, die Erweiterung spontan mitgefeiert hätten - so wie es Jahr um Jahr zur Europameisterschaft oder zum Grand Prix d'Eurovision geschieht. Es muss ja auch nicht immer Party sein. Ein mindestens ebenso ergreifender Moment war in diesem Jahr die

Schweigeminute nach den Attentaten in Madrid. Kommentarlos spielten die Fernsehanstalten Bilder aus ganz Europa ein. In diesem Augenblick schien Europa wirklich einmal zusammen zu halten, man nahm sich gegenseitig wahr. Es muss auch keine Menschenkette sein, wie die zwischen Tallinn und Vilnius im Jahr 1989 oder das Frühstück durch ganz Frankreich vor ein paar

Jahren. Es wäre dennoch der Moment gewesen, ein greifbares Zeichen europäischer Zusammengehörigkeit zu setzen, und, vor allem, unsere neuen EU-Nachbarn ein wenig herzlicher willkommen zu heißen.

Ich will nicht hoffen, dass man für Emotionen zur Erweiterung besser daheim vor dem Fernseher geblieben wäre, um sich von Nina Ruge durch den Abend geleiten zu lassen. Am Brandenburger Tor allein wäre es einfach schön gewesen, statt der Infozelte ein paar Menschen aus den Beitrittsstaaten anzutreffen, nicht nur tanzende Folklore und ein paar Touristen.

Ich will aber gerne glauben, dass ich mich zur rechten Zeit am falschen Ort aufgehalten und damit andere freudvollere Festlichkeiten im großen Berlin verpasst habe.

Annika Kießler

(Suite de la page 2)

► virus qui fait peur », quatre pages de programme télé et pas une sur l'élargissement. A côté, on fait mieux : l'Humanité consacre une petite moitié de sa page 19 (sur 25) au sujet, après une analyse détaillée des divisions syndicales et des mécontentements du 1er mai. Ah oui, c'est vrai, le 1er mai... Bon allez, je remonte les yeux vers des journaux dits « plus sérieux ». Libération parvient péniblement à titrer en page 4 sur « l'avenir incertain de l'Europe ». On avance un peu. J'arrive à me mettre quatre pages sous la dent. Mais pour lire quoi ? En substance, l'Europe est malade, elle n'est pas vieille, mais ancienne, glose Jacques Le Goff. C'est vrai, en partie, mais ce 1er mai 2004 devait être un jour de fête. Les Echos et Le Figaro ne font guère mieux, en abordant le sujet chacun en page 8 de leur cahier, et sans un titre visible en une au premier coup d'œil. En bas de la quatrième page de Libération, je lis : « L'Est fait la fête, l'Ouest fait la tête »...

En France, cette obstination à taire l'évidence confine même à l'aigreur, celle des esprits vieillissants qui, à défaut de pouvoir ou de vouloir se représenter un avenir dont ils seraient acteurs et responsables, s'enferment dans la contemplation d'un passé idéalisé. Ce n'est pas une question d'âge, quoi que... Trop prompts à rappeler l'apport de « notre » révolution à la lumière du monde il y a deux cents ans (nous avons encore tous en tête les célébrations flamboyantes - elles - « du » bicentenaire) nous vivons aussi dans une peur continuelle du déclin. Paradoxe ? Pas sûr.

Alors, la grande Europe, instrument de dilution d'un âge d'or, par nature largement imaginé, celui d'une France forte politiquement et économiquement? L'élargissement, facteur de chômage, de hausse des impôts, de crise agricole ? Je ne me reconnais pas, en ce lundi matin, dans cette France là, présente en creux, dans les silences. A l'évidence, dans mon monde à moi comme dans celui de beaucoup d'autres, ailleurs, le mur est enterré, irréversiblement. Mais ici, à trop se faire de films, personne ne l'a vu ou, pire encore, personne ne veut le voir.

Sophie Didier

Du bon usage des feuilles de route pour diriger la relation franco-allemande

Tom Desavoie s'est immiscé dans les couloirs des ministères parisiens pour faire le point...

Le 31 décembre 2003 à 23h59, certains esprits malins dans les ministères parisiens devaient penser : "2003 a été l'année des 40 ans du Traité de l'Élysée, 2004 sera l'année du centenaire de l'Entente cordiale. Le franco-allemand porté au pinacle a fait son temps, vive le franco-britannique !"

Honni soit qui mal y pense. La nouvelle convergence franco-allemande tant vantée en 2003 continue à porter ses fruits dès qu'on se situe dans une perspective européenne et multilatérale : communauté de vues dans le cadre des travaux de la Conférence intergouvernementale, soutien de la France à la demande allemande de réforme du conseil de sécurité de l'ONU et à l'entrée de l'Allemagne à titre permanent dans ce cénacle.

Si on se situe dans une perspective bilatérale, le chemin demeure long et tortueux : contradiction frontale entre le néo-colbertisme industriel français et la volonté de promouvoir des champions industriels européens reposant sur une entente franco-allemande, impuissance des pouvoirs publics de part et d'autre à relancer l'apprentissage de langue du partenaire, interminables discussions sur l'interconnexion des réseaux TGV et ICE entre Strasbourg et Kehl, difficultés statutaires pour que des fonctionnaires puissent être détachés... Et, de manière récurrente, ce même sentiment : l'affichage politique demeure, l'importance stratégique du franco-allemand est intégrée - rationnellement (souvent) ou avec une véritable part d'engagement personnel (rarement) chez nos dirigeants -, mais le dialogue institutionnel entre les deux pays demeure otage d'une vision verticale de la coopération (le politique annonce, l'intendance suit). Et quand l'intendance ne suit pas, c'est la communication politique qui prend le dessus.

Les préparatifs des désormais rituels conseils des Ministres franco-allemands viennent confirmer la difficulté de parvenir à une meilleure intégration institutionnelle, malgré la définition de nouvelles règles du jeu définies et mises en oeuvre sous le regard pédagogique et volontaire des services mis à disposition des deux Secrétaires généraux pour les relations franco-allemandes.

En début d'année, tous les Ministères allemands et français ont ainsi reçu mandat d'actualiser leur "feuille de route" en vue du Conseil des Ministres franco-allemand du 13 mai ; les départements ministériels n'étant par nature pas les mêmes de part et d'autre et la donne fédérale obligeant dans certains secteurs (apprentissage de la langue du partenaire, enseignement, culture, audiovisuel) à prendre en compte directement les intérêts des Länder, un maillage complexe de tandems ou de trinômes ministériels a été

mis en place, quitte à ce que certains ministères français cherchent en vain à identifier leur partenaire (outre-mer) ou à expliquer à leurs interlocuteurs allemands le foisonnement de ministères, ministres délégués et secrétaires d'Etat après le remaniement ministériel de fin mars.

Toujours est-il que le printemps verra désormais fleurir les feuilles de route ministérielles fixant par écrit et d'un commun accord les principaux objectifs de la coopération par secteur et que la préparation de chaque Conseil des Ministres donne lieu à plusieurs réunions interministérielles de part et d'autre où chaque département ministériel est invité à mentionner quelles mesures concrètes et intelligibles par tout un chacun pourraient être annoncées. Ce sont des chiffres (combien de fonctionnaires échangés, combien de centres culturels co-localisés, combien de missions communes

pour la prospection de nouveaux marchés...) qui sont demandés, plus qu'une réflexion de fond sur les moyens d'intégrer le fait franco-allemand et le fait européen dans la stratégie de coopération de tous les départements ministériels.

Dès lors, les feuilles de route indiquent une orientation, permettent de remobiliser régulièrement les services, obligent régulièrement à se pencher sur les acquis de la relation franco-allemande, mais sont également le reflet de la grande difficulté pour les administrations à rendre des arbitrages en défaveur des petits et des grands égoïsmes nationaux et à oser la coopération franco-allemande au

prix même d'un véritable apprentissage mutuel et de la remise en cause - si nécessaire - de son propre fonctionnement interne.

Alors, le franco-allemand, miroir de nos propres hésitations ? Oui et non. Facile à critiquer d'un point de vue interne, le franco-allemand n'en demeure pas moins le seul fil conducteur qui oblige l'administration française à penser un partenariat bilatéral privilégié. D'ailleurs, nul n'a songé - ne serait-ce qu'un instant - à ce que la mécanique du franco-allemand soit transposée aux relations avec nos autres proches mais plus lointains voisins, par delà la Manche, les Alpes ou les Pyrénées. Exercice souhaité par les uns, accepté mais imposé pour les autres, le rapprochement tant proclamé et jamais atteints avec le cousin germain fait désormais partie quelques heures par an du programme de tout directeur d'administration centrale. Codifié, encadré, promu, corseté, le franco-allemand mériterait parfois de s'autoriser à faire l'école buissonnière et à explorer de nouveaux chemins de traverse...

Tom Desavoie

Mit wem sprech' ich ???

Drring, drrring... Le téléphone sonne. Madame Dupont décroche.

„Oui, allô?“

„Allô, c'est Charlotte à l'appareil.“

„Bonjour Charlotte, comment ça va?“

„Ca va, et vous?“

„Ca va.“

Kennen wir. Grünes Französischbuch, Lektion 2. „Allô“ - wie „hallo“ ohne h. Und mit dem kleinen Dach auf dem „o“. Geht ganz einfach und klingt echt französisch. So weit so gut, Madame Dupont und Charlotte haben sich immer verstanden.

Das pralle Leben ist anders. Beim deutsch-französischen Telefonat beginnt der Krieg der Kulturen.

Deutsche Telefon-Lektion 1:

Wenn Du an Deiner Arbeitsstelle das Telefon abhebst, dann melde Dich mit dem Namen Deines Unternehmens und mit Deinem eigenen Namen. Das ist nicht nur eine Frage der Höflichkeit, sondern erleichtert auch die Kommunikation:

Der Anrufer weiß sofort, wo er gelandet ist.

Französische Telefon-Lektion 1:

Wenn Du abhebst, melde Dich einfach mit „allô“. Das erhöht die Spannung und steigert die Dynamik des Gesprächs: der Anrufer muss selbst rausfinden, wo er ist - und Dir bleibt immer die Möglichkeit, Dich hinter dem anonymen Gruß zu verstecken.

Deutsche Telefon-Lektion 2:

Wenn Du selbst irgendwo anrufst, melde Dich mit dem Namen Deines Unternehmens und Deinem eigenen Namen. Das ist nicht nur eine Frage der Höflichkeit, sondern erleichtert auch die Kommunikation: Derjenige am anderen Ende weiß sofort, wer Du bist und wie er Dich einordnen muss.

Französische Telefon-Lektion 2:

Wenn Du selbst irgendwo anrufst, melde Dich einfach mit „allô“. Der andere kann selbst entscheiden, ob er sich auf das Spielchen einlässt und rausfindet, wer Du bist - oder auch nicht.

Deutsche Telefon-Lektion 3: Wenn Du einen Anrufer weiterleitest, sag ihm, zu welcher Person und Nummer. Das ist nicht nur eine Frage der Höflichkeit, sondern erleichtert auch die Kommunikation: Er weiß genau, wo er das das nächste Mal anrufen muss, um seinen Gesprächspartner direkt zu erreichen.

Französische Telefon-Lektion 3:

Wenn Du einen Anrufer weiterleitest, tu es unvermittelt und ohne weitere Angaben. So hat er Gelegenheit, das ganze Unternehmen kennen zu lernen und nach einer halben Stunde doch wieder bei Dir zu landen - so bleibt man in Kontakt.

Allô, allô, liebe Franzosen, c'est moi à l'appareil, je vous appelle pour vous dire que c'est peut-être vachement cool de ne pas dire le nom au téléphone, mais ça fait chier tout le monde. Je vous remercie de votre compréhension.

« Salut Charlotte, à bientôt. »

« A bientôt, Madame Dupont. »

Carolin Dieterich

► Stipendium, so war allen klar, würde der Studienzyklus untergehen. Denn insbesondere für die deutschen Studierenden waren die knapp 600, – DM Stipendium eine wichtige Ergänzung ihres Lebensunterhalts im teuren Paris. Wenn das DFHK nicht mehr zahlen konnte, dann musste der Studienzyklus aus anderen Quellen unterstützt werden. Mäzenatentum war also gefragt. Und so beschlossen die Verantwortliche des Studienzyklus, Dr. Sabine von Oppeln, die Teilnehmer des Studienzyklus sowie einige Ehemalige einen Verein zu gründen, der in Frankreich und Deutschland Sponsoren und Förderer gewinnen sollte. Zudem wollte man sich mit den spezifischen Kenntnissen der Ehemaligen in aktuelle Themen des deutsch-französischen und europäischen Dialoges einmischen und ein Netzwerk der Ehemaligen des Studienzyklus begründen. Glücklicherweise hatte niemand Erfahrung mit binationalen Vereinen, denn sonst wären wir wohl vor der Größe des Vorhabens zurückgeschreckt. Denn was zunächst als eine einfache Idee erschien, entpuppte sich als viel harte Arbeit und ein konstanter Hürdenlauf. „Per conflictu ad victoriam“ wurde gleich zu Beginn das informelle Motto des Vereins. Denn auf allen Ebenen trafen wir auf Probleme und Widerstände: die administrativen Maschinen der beiden Institute sowie die Empfindlichkeiten ihrer Verantwortlichen, die Probleme einer transnationalen Organisation, und vor allem die vielen kleinen Stöckchen, die die deutsche Verwaltung einem in den Weg legen kann...

Aus zwei mach einen

Alles begann mit dem Fehlen eines europäischen Vereinsrechts. Wir waren also gezwungen, zwei Vereine zu gründen, wenn wir sowohl in Frankreich als auch in Deutschland aktiv sein wollten – aber zwei vereine, die in Wirklichkeit wie ein einziger funktionieren sollte. Es wurden daher zwei gleichlautende Vereinsstatuten ausgearbeitet, die vorsahen, dass alle Mitglieder des deutschen Vereins automatisch Mitglieder des französischen Vereins wurden und vice-versa, und dass der Vorstand beider Vereine identisch sei.

Die Statuten sahen vor, dass jeweils vier der acht Vorstandsmitglieder „ihren Studien-, Arbeits- oder Lebensmittelpunkt“ in Frankreich bzw. Deutschland haben sollten. Kriterien also, die eine deutsch-französische Parität aufstellen, gleichzeitig aber der hohen Mobilität der AbsolventInnen des Studienzyklus Rechnung trugen. Von dem ersten Vorstand wohnten z.B. zum Zeitpunkt ihrer Wahl drei Personen in Berlin, drei Personen in Brüssel und zwei in Paris.

Eineinhalb Jahre später wohnten davon eine Person in Dresden, eine in Nancy, drei in Brüssel, drei in Paris und eine in Berlin. Mehrmals mussten Neuwahlen einzelner Vorstandsposten durchgeführt werden, weil die bisherigen Inhaber so weit ins Ausland (USA, Asien, Moskau) zogen, dass sie ihre Aufgaben nicht mehr wahrnehmen konnten. Im Januar 2001 wurden daher die Bestimmungen der Parität im Vorstand weiter ausgelegt, und nur die Kassenwarte mussten auf Grund der doppelten Gründung des Vereins geogra-

phisch getrennt bleiben, einschließlich der Kontoführung. In gewisser Weise ergibt sich die Qualität als „deutsches“ oder „französisches“ Vereinsmitglied somit im Endeffekt daraus, ob man den Beitrag in Deutschland oder in Frankreich zahlt. Dies führte sehr bald zu starken Disparitäten im

Haushalt. Der deutsche Verein hatte nicht nur mehr Mitglieder, sondern letztere hatten auch eine bessere Zahlungsmoral, was viele praktische Probleme schuf. In den ersten Jahren des Vereins ermöglichte die FU Berlin in weiten Teilen das finanzielle Überleben des Vereins, indem sie uns großzügig ihre Infrastrukturen nutzen ließ, und ohne großzügige Spenden weiterer Institutionen, wie z.B. des Vereins Berliner Kaufleute und Industrieller (VBKI), wäre der Verein rasch in seiner Existenz bedroht worden. Zudem erhielten wir Förderung von Institutionen wie der ASCO Europastiftung ebenso wie von Firmen – meist für punktuelle Anlässe wie die Tagungen des Vereins. Es wurde aber auch ein mehrjähriges Stipendium von Daimler Benz eingerichtet, über welches pro Jahr drei Studierende gefördert wurden. Da der Studienzyklus heute ein eigenständiger Studiengang im Rahmen der Deutsch-Französischen Universität und die Finanzierung der Stipendien gesichert ist, wurde der Stipendienvertrag mit Daimler Benz nicht mehr verlängert.

Administrative Hürden

Eineinhalb Jahre dauerte es, bis der AGKV seine Gemeinnützigkeit erhielt. Ein Meisterexemplar deutscher Bürokratie. Bereits die Eintragung ins Vereinsregister des Amtsgerichts Charlottenburg wurde zum Spießrutenlauf. Während in Frankreich die Satzung schon längst bei der Präfektur von Paris ruhte, scheiterte in Berlin gleich der erste Versuch der Eintragung. Es waren nicht etwa die kreative Bi-nationale Konstruktion der beiden Vereine, die die Wachsamkeit des Amtsgerichtes erhöht hätten, sondern:

1. dass die Statuten den Namenszusatz „Gerhard Kiersch Verein“ nicht erläuterten;
 2. dass wir im Protokoll der Wahlen auf der Gründungsversammlung nicht angegeben hatten, wieviele Stimmen insgesamt abgegeben wurden;
 3. hatten wir in der Satzung nicht festgelegt, was mit dem Vermögen des Vereins zu geschehen hätte, wenn dieser aufhörte zu existieren – als ob wir von einem Vermögen sprechen könnten!!
- Der zweite Versuch scheiterte ebenfalls. Dieses Mal handelte es sich um bestimmte Formulierungen in der Satzung, die angeblich an Klarheit mangelten. Es bedurfte diverser weiterer Satzungsänderungen, einer ordentlichen und einer außerordentlichen Mitgliederversammlung, bis wir schließlich im Februar 1997 die Gemeinnützigkeit des Vereins erhielten. Für einige potentielle Sponsoren des Vereins kam das zu spät, denn ohne Spendenquittungen keine Spende..

In der Zwischenzeit war aber nun auch das Lan-

deskriminalamt, Abteilung Staatsschutz (!) auf uns aufmerksam geworden. Schließlich hatte die Hälfte des Vorstandes „ihren Arbeits-, Studien- oder Lebensmittelpunkt“ in Frankreich, und damit waren wir ein „Ausländerverein“. Entsprechend müssen sich die Vorstandsmitglieder mit ihren Adressen beim Landeskriminalamt registrieren lassen, die Satzung des Vereins hinterlegen, etc. etc. ...

Und wie lebt der Verein? Mit Improvisation, Humor und starken Nerven

Mit seinem Sitz in Berlin und Paris, dem geteilten Vorstand und Mitgliedern in allen vier Ecken der Welt, war die Führung des Vereins und die Organisation der Aktivitäten immer wieder eine Herausforderung. Der Verein hat mehrere große Veranstaltungen organisiert, u.a. mit dem Auswärtigen Amt oder in der deutschen Botschaft in Paris, und dies immer in Abstimmung zwischen den Vorstandsmitgliedern sowie zwischen Vorstand und Vereinsmitgliedern.

Blieben nur Fax, Telefon und Email, weil die Möglichkeiten, sich zu treffen, gering waren und die Vorstandsmitglieder die 10-15 Stunden Vereinsarbeit letztlich neben ihrer eigentlichen beruflichen Tätigkeit leisteten. Vor allem in der Anfangszeit, als Email noch eine Sache einiger amerikanischer Wissenschaftler war, liefen die Faxgeräte heiß. Zudem trafen immer wieder verschiedene Organisationskulturen aufeinander. Während es für die französische Gründungspräsidentin des Vereins klar war, dass sie mit dem Präsidentenamt auch die Entscheidungsmacht übertragen bekommen hatte, sahen die deutschen Vorstandsmitglieder den Vorstand als

Kollegium gleichberechtigter Entscheidungsträger. Interkulturelles Lernen war also gefragt. Und ohne lange Telefongespräche, Vorstandssitzungen, die nicht selten sechs bis acht Stunden dauerten, und enge freundschaftliche Bande und die große Bereitschaft aller Vorstandsmitglieder, den Verein vorwärts zu bringen und von den anderen zu lernen, wäre der Verein wohl nicht weit gekommen. Hinzu kam die stetige Herausforderung,

die sich aus der gewollten und vom Studienzyklus ja geförderten beruflichen und geographischen Mobilität der Mitglieder. Hohe Fluktuation im Vorstand machte eine kontinuierliche Arbeit schwer. Und die älteren Ehemaligen entfernten sich oft auch ideell vom Verein, da die Studienzeit – und damit der Verein – immer mehr in die Ferne rückten. Mobilität, Kosmopolitität und Offenheit sind somit einerseits die Schwächen des Vereins, da sie Kontinuität und organisationelle Stabilität erschwerten. Gleichzeitig waren es aber genau die Stärken, die der Studienzyklus hervorzubringen wünschte. Und sie waren es, die es ermöglichten, dass dieser fast schon virtuelle deutsch-französische Verein überhaupt funktionieren konnte. Ein beständiger Gegensatz, den es immer wieder erneut zu meistern gilt!

Catherine Götze
(mit redaktioneller Mitarbeit von
Philip von Schöppenthau)

Künast & Gaymard : zwei Minister am OSI

Comment les politiques ne sont pas toujours là où on les attend

Mit der freundlichen Unterstützung des Deutsch-französischen Jugendwerks, der Deutsch-Französischen Hochschule und der Heinrich-Böll Stiftung haben am 29. April 2004 der AGKV und die Jeunes Européens de Sciences-Po einen deutsch-französischen Tag für 20 Studis aus Sciences-Po und aus dem Otto-Suhr Institut (OSI) organisiert. Nach einem Besuch im Bundestag und einem Gespräch bei der Bundestagsabgeordneten Monika Griefahn (stellv. Vorsitzende der deutsch-französischen Parlamentariergruppe des Bundestages) konnte die Gruppe an der am OSI organisierten AGKV/Jeunes

Européens-Konferenz zum Thema "WTO-Entwicklungsrunde geopfert auf dem Altar der EU- und US-Agrarpolitik" mit beiden Ministern Renate Künast und Hervé Gaymard teilnehmen.

Vor dem kritischen Beitrag von Maëlis Borghese (2002/05) zur Konferenz einen kleinen Hinweis: Da er mittlerweile in der "deutsch-französischen Szene" ziemlich bekannt geworden ist, kann der AGKV interessante Unterstützungen für deutsch-französische Projekte sammeln. A bon entendeur...

Chloé Aublin

Le 29 avril dernier, les Jeunes Européens Sciences Po et l'AGKV parvenaient au bout de leur peine commune. Après maints rebondissements, quelques retardements, une menace d'annulation et beaucoup de stress, les deux ministres de l'agriculture allemande et française, Renate Künast et Hervé Gaymard, ainsi que les intervenants Pia Eberhard et Dr. Grethe et la modératrice Sabine von Oppeln étaient tous enfin réunis sur un même podium, à Berlin, à l'OSI devant un public de 200 étudiants. Et ce pour débattre des négociations agricoles internationales.

L'étudiant X en Sciences politiques s'interrogea à première vue sur l'intérêt d'un tel dialogue : le sujet sonne très technique, voire rébarbatif et apparemment loin des préoccupations politiques premières du couple franco-allemand et de l'Union Européenne. Quiconque s'intéressant ne serait-ce que superficiellement à l'actualité internationale et aux rapports Nord/Sud saura néanmoins saisir le caractère hautement polémique et passionnant d'un sujet au cœur même de l'actualité mondiale et européenne.

L'achoppement du dernier sommet de l'OMC à Cancun sur la question du coton a de nouveau souligné l'acuité de la question agricole et son puissant potentiel mobilisateur. Par son caractère transversal et ses multiples implications, le problème des prix agricoles constitue l'un des terrains de lutte les plus emblématiques de la diplomatie internationale.

Les prix mondiaux agricoles ont en effet un impact déterminant pour plus de 50% de l'humanité, dont les revenus dépendent directement et souvent exclusivement de la production agricole. Dans les pays en voie de développement en particulier, l'agriculture occupe encore l'immense majorité de la population, et jusqu'à 70% en moyenne sur le continent africain.

De plus cette question s'avère directement liée au problème de la pauvreté. Paradoxalement, les 800 millions de personnes qui souffrent de faim ou de malnutrition dans le monde sont souvent des petits agriculteurs qui ne disposent pas de ressources suffisantes pour se nourrir, eux et leur famille.

Tout cela est bien regrettable. Mais que viennent donc faire les amitiés franco-allemandes dans cette sombre histoire ?

C'est justement pour éclairer une face trop peu médiatisée du problème que cette conférence-débat avait été conçue. L'Europe, et en premier lieu la France, ont une double responsabilité

directe dans ce dramatique état de fait. Quant à l'Allemagne et à sa ministre verte de l'agriculture, elles tentent depuis quelque temps de dénoncer tant bien que mal l'affaire pour mieux la dénouer. Sur ce sujet les deux compères d'outre-Rhin sont donc loin de l'unisson d'apparence. D'où l'intérêt d'un débat en public.

Mais premièrement, quelles sont ces graves responsabilités accusées ?

Tout d'abord, en plaidant, depuis l'ouverture de l'Uruguay round dans les années 1980, les vertus d'une libéralisation des échanges agricoles pour le développement du Sud, l'Europe joua un jeu hypocrite et égoïste. L'augmentation de la productivité agricole suite aux révolutions technologiques a entraîné une

chute des coûts de production dans les pays industrialisés. Cette explosion de la productivité agricole, parallèlement à l'ouverture des marchés mondiaux, a ainsi entraîné une baisse tendancielle des cours mondiaux des produits agricoles. Ainsi les prix du café,

cacao, du sucre ou encore de l'huile de palme, qui représentent pour de nombreux pays pauvres la principale source d'exportation, ont chuté en moyenne de 70% entre 1980 et 2000. Or le prix mondial détermine directement celui des marchés internes dans les pays non protégés par des barrières douanières, c'est-à-dire principalement les « pays du Sud ». Les paysans de ces pays sont donc touchés de plein fouet par la dévalorisation et la volatilité des prix agricoles, d'autant plus qu'ils ne disposent pas des moyens de faire face à la concurrence internationale. Selon la FAO, il peut en effet exister un écart de 1 à 1000 en terme de productivité brute entre l'agriculture hyper mécanisée du Nord et celle encore traditionnelle du Sud. Le slogan « Trade not Aid » brandit part les Etats-Unis et l'UE n'est donc pas une vérité absolue. Loin de là.

Enfin, les deux puissances n'ont pas appliqué chez elles les contraintes qu'elles imposaient aux pays en voie de développement. Alors que leur force leur permet d'imposer l'ouverture des marchés au Sud, elles maintiennent les leurs fermés. Et la déloyauté ne s'arrête pas là. A travers la PAC en Europe et des mécanismes similaires aux Etats-Unis, elles continuent de protéger déloyalement leurs agricultures des fluctuations des marchés mondiaux par des barrières douanières, de les soutenir par des subventions internes, de booster l'exportation de leurs produits agricoles à travers des subventions à l'exportation, qui permettent à leur

produit d'inonder à le marché mondial à des prix de dumping !

Et bien sûr les gouvernements successifs français, sous la pression de la puissante FNSEA ont été les premiers à freiner des quatre fers toutes tentatives de réforme de la PAC à Bruxelles, dont les effets sont si néfastes pour les pays du tiers monde. Alors, quand le président français Jacques Chirac se permet de rappeler à toute occasion officielle sa passion pour l'Afrique et les liens éternels entre la France et ses anciennes colonies, l'hypocrisie saute aux yeux.

C'était pour rappeler ces contradictions aux étudiants et susciter un débat constructif et réaliste que l'AGKV et les Jeunes Européens avaient invité les deux ministres à dialoguer avec des représentants du monde universitaire et de la société civile, en une belle journée ensoleillée d'avril.

A part le soleil au rendez vous, qui tapait fort derrière les fenêtres de l'amphi, le but désiré n'a pas été atteint. Pas de réalisme, mais un beau conte de fée réinventé par Monsieur Gaymard. Pas d'échange constructif, mais une langue de bois des plus démagogiques. Après une introduction objective du Dr. Grethe qui rappelait, certes sur un ton plus timoré, les faits évoqués précédemment, Monsieur Gaymard a profité de la technicité du problème et d'un public étudiant un peu noyé, pour réinventer la vérité. Oubliant au passage, les impacts terribles de la politique française, sa responsabilité évidente dans la libéralisation imparfaite des marchés mondiaux, il a larmoyé sur la situation désastreuse de l'Afrique, accusé le libre-échange et les Etats-Unis... Pour finalement citer Lénine et prôner le retour au protectionnisme.

Sa « liebe Renate », vraisemblablement décontenancée par ce si beau tour de chapeau, s'est donc retrouvée dans une position inconfortable : faire le plaidoyer légèrement nuancé de la libéralisation. Et pour la représentante de l'ONG altermondialiste Weed, il en lui restait qu'à acquiescer la position d'un politicien de droite.

Bref, ironie de l'histoire, spectacle absurde ou éclatante leçon de politique politicienne: un bel orateur UMP qui plaide sur le ton gauchiste et une ministre verte rappelant les vertus de l'OMC. Voilà le bilan de ces long mois de préparation. Frustrant sur le fond. Mais désopilant sur la forme, pour peu qu'on ait le sens du cynisme. Pour consoler ceux qui ne l'avaient pas, il restait de toute manière le soleil, la Fernsehturm se détachant sur un ciel bleu vif, bref un délicieux week-end à Berlin.

Maëlis Borghese

Der „Provider“ Alptraum

Mitte Februar verschwanden die AGKV Webseiten plötzlich vom Netz.

Der Grund: ein Provider-Krieg. Hier die Geschichte dazu:

Es war einmal ein gemeinnütziger Verein, der eigene Domainnamen brauchte, und dafür nicht zuviel zahlen wollte. Deshalb ging er zu einem Händler, der günstige Tarife anbot. Der Händler hieß Strato. Für ein paar Euros im Monat bekam der Verein die Domains parisberlin.org und agkv.org. Alles klappte ganz ordentlich. Doch dann, im Dezember 2003, kam ein seltsamer elektronischer Brief aus dem fernen Amerika. Es sah aus wie Werbung, das Unternehmen hieß "Network Solutions" (NSI) und wollte von dem Verein 35 Dollar pro Domainname kassieren, um die Nutzung seiner Domains zu verlängern. Das war merkwürdig, dachte sich der Webmaster des Vereins, "ich habe doch schon Strato dafür bezahlt". Doch die Erleichterung flatterte einige Tage später in den elektronischen Briefkasten. Diesmal nicht aus dem fernen Amerika, sondern von dem deutschen Unternehmen Strato: „Kein Grund zur Sorge“ hieß es da, es sei alles in Ordnung mit den Domains. Der Verein solle keinesfalls die 35 Dollar bezahlen, denn er habe ja bereits bezahlt, sagte Strato. Der Webmaster war beruhigt. Es kamen noch weitere Emails aus Amerika, doch alles sei völlig in Ordnung, behauptete Strato weiter.

Irgendwann ging der Webmaster auf die Webseite von Strato. Da erfuhr er plötzlich, dass er zum Domainumzug aufgefordert war. Er brauche nur ein Passwort auf der Webseite von NSI aufzuspüren, dann werde Strato alles kostenlos im Rahmen eines "kostenlosen Umzugsservice" organisieren. Ein wenig verunsichert, befolgte der Webmaster die angegebenen Schritte, und dachte alles sei jetzt doch unter Dach und Fach.

Bis zum 13. Februar. Denn von diesem Tag an waren die schönen Internet-Seiten des Vereins plötzlich unerreichbar. Die wichtigen Informationen

über das Vereinsleben, die viele Arbeit nach Feierabend, aber auch die vielen Email-Adressen und die nicht ganz unbedeutende elektronische Post von Sponsoren für Veranstaltungen - alles futsch, alles unerreichbar. Der Webmaster griff zum Telefon. Doch die Telefon Hotline von Strato war stets unerreichbar. Eine Woche lang versuchte der Webmaster vergebens, Strato zu erreichen. Irgendwann hatte er einen genervten Strato-Mitarbeiter an der Leitung. Der meinte, er solle jetzt doch 70 Dollar an NSI bezahlen, wenn er seine Domains wieder wollte. Das Geld würde ihm dann von Strato zurückgezahlt werden.

Doch die Geschichte wollte einfach nicht zu Ende gehen. Im Rahmen des "kostenlosen Umzugsservice" musste der arme Webmaster mindestens 5 Mal Faxe in die USA (auf eigener Rechnung) schicken, sein Ausweis kopieren, per Fax an Strato und an NSI weiterleiten... Irgendwann war wieder Ruhe im Karton. Die 70 Dollar Rechnung wurde endlich, nach langem Zögern, Anfang Juni von Strato an den Verein zurückgezahlt. Diese wahre Geschichte erlebte der AGKV, doch tausende von Strato Kunden erlebten ähnliche Geschichten.

Betroffen waren ca 240.000 Strato-Domains der Endungen com, net und org, so Unternehmenssprecher Carsten Zorger. In den letzten Jahren konnte der deutsche Provider diese Adressen ausschließlich über einen Dienstleister in den USA anmelden - NSI eben. NSI führt eine Datenbank, in der zum Beispiel steht, dass "agkv.org" dem AGKV aus Europa gehört und auf welchem Server die Seiten liegen. Neuerdings dürfen auch Europäer so ein Verzeichnis führen. Um ein bisschen Geld zu sparen, kündigte Strato zum 2. Januar alle Verträge mit NSI und wollte die 240.000 Adressen künftig selbst verwalten lassen. Doch Strato hatte sich die Sache wohl etwas zu einfach gemacht.

Network Solutions, berichtete inzwischen Spiegel Online, betrachtete die Kündigung als weitgehend gegenstandslos. Schließlich sah NSI nicht Strato als seinen Vertragspartner, sondern jeden einzelnen deutschen Domain-Inhaber. Nach der Kündigung durch Strato müssten dann halt die deutschen Domain-Besitzer selbst zahlen, sagte man sich bei NSI und verschickte 35-Dollar-Rechnungen, sobald die jährliche Domain-Erneuerung anstand. Diese Kosten hatte bislang Strato getragen.

Strato-Aufsichtsrat Rochus Wegener, zitiert im Spiegel Online, warf NSI inzwischen "Cowboy-Methoden" vor. NSI versuche, die Strato-Kunden mit unlauteren Mitteln in "Domain-Geiselhaff" zu nehmen, um dadurch teure und unnötige Vertragsbeziehungen zu erpressen, so Wegener. Tatsächlich ist eine einfache Website bei NSI wesentlich teurer als bei Strato. Der deutsche Provider empfahl seinen Kunden zunächst per Mail, die Rechnungen aus den USA zu ignorieren. Viele folgten dem Rat - ein großer Fehler, wie die AGKV Geschichte zeigte... Anfang April kam es schließlich zur Beilegung des Streites zwischen NSI und Strato. In einer gemeinsamen Erklärung kündigten beide Unternehmen an, dass Strato eine Zahlung an Network Solutions leisten würde --über deren Höhe Stillschweigen vereinbart wurde. Im Gegenzug wurden dann der Strato Zugriff auf die Datenbank von Network Solutions gegeben, um die Domain-Namen der Kunden - die in der Erklärung als "gemeinsame Kunden von NSI und von Strato" bezeichnet wurden - nach Deutschland zu transferieren. Doch am liebsten wäre der AGKV von diesem Streit weit entfernt geblieben. Deshalb: Wer einen besseren, problemlosen und kostengünstigeren Provider kennt, bitte an webmaster@tagkv.org melden !
Tom Desavoie

Littérature(s) européenne(s) en Schleswig-Holstein :

la deuxième édition du Festival européen du premier roman

Samedi 15 mai 2004, Salzau : une vingtaine de curieux, alertés par le bouche à oreille ou lecteurs attentifs des affiches placardées dans Kiel, capitale du Schleswig-Holstein, s'étaient déplacés pour venir écouter les lectures publiques en version originale, en allemand, en anglais et en français d'extraits de premiers romans de 10 jeunes écrivains originaires de 10 pays européens, et échanger avec la vingtaine de personnes réunies depuis deux jours en ce huis clos à l'initiative du Literaturhaus du Land et du chargé de mission culturelle de l'Ambassade de France en Allemagne pour le Schleswig-Holstein sur le parcours littéraire et personnel de chacun des romanciers présents. Le soir et l'humidité venus, tous trouvèrent refuge dans les salles du manoir-château de la fin du 19ème reconverti - miracle du fédéralisme culturel - en centre culturel du Land, isolé de tout, mais prompt à offrir une parfaite quiétude à ceux qui eurent la chance d'en trouver le chemin. Une lecture publique du dernier ouvrage d'Olivier Rolin récemment traduit en allemand, Tigre en papier / Die Papiertiger von Paris s'en vint terminer la partie publique de la deuxième édition du Festival européen du premier roman dont le principe, déjà rodé à Budapest, a été transplanté en Allemagne du Nord.

Réunir à huis clos 10 jeunes romanciers venus de Scandinavie, d'Europe centrale, d'Europe du sud, d'Allemagne et de France avec leurs éditeurs, le spécialiste - néerlandais - de la littérature tchèque, un traducteur particulièrement francophile de la littérature danoise en allemand, et un observateur des mécanismes européens de soutien au livre, pour deux jours et demi d'échanges intimistes sur la naissance d'une vocation d'écrivain, le

cloisonnement du paysage éditorial européen et le rôle crucial des "scouts" littéraires et des traductions vers des langues pivots (anglais et français plus que l'allemand et les autres langues de communication européennes) pour la découverte des "autres" littératures européennes, tel était le premier parti pris de ce Festival si particulier. La lecture d'extraits des 10 premiers (ou dans certains cas, second ou troisième) romans sélectionnés et traduits au préalable en anglais, en allemand et en français passée, chacun fut ensuite mûr pour dresser l'oreille et chercher à élargir son horizon : les romanciers parlant aux romanciers du difficile passage à une activité professionnelle d'écrivain, les éditeurs cherchant à dénicher le premier roman inédit à même de trouver son public dans un autre contexte, tous s'étonnant de se voir offrir le luxe de musarder intellectuellement et de se découvrir des affinités à géographie variable. L'édition passée a permis, paraît-il, à quelques auteurs de trouver éditeurs ailleurs en Europe, résultat tangible si l'en est. Tout le reste demeure intangible, signe de la gratuité d'une telle opération menée de manière professionnellement artisanale en un lieu que nul n'avait identifié au préalable et pour un public des plus initiés. Signe que l'élargissement à d'autres réalités européennes de son horizon littéraire demeure encore et toujours un luxe et que le fédéralisme culturel à l'allemande, bien qu'en crise, peut encore permettre à des projets culturels hybrides d'exister par eux mêmes. Tant mieux !

Jean-Baptiste Cuzin
(promotion 1995/97)

Jours Fixes à Berlin et Paris : L'Europe au menu

Pour préparer un peu les esprits à la campagne européenne, l'antenne berlinoise de l'AGKV a organisé le 4 mars un Jour Fixe spécial „campagne européenne“.

Face à une quinzaine d'Anciens et étudiants du cycle, quatre intervenants sont venus nous décrire comment ils préparent les élections européennes: Dr. Andreas Helle, de la Europakampa de la SPD, Michael Dobis, de la CDU, Robert Heinrich, de Bündnis 90- Die Grünen et de l'autre côté du miroir, Lutz Hager, président des Jeunes Européens Fédéralistes Allemagne (JEF) et surtout un de nos Anciens. Après présentation des différentes campagnes, un débat vif avec les intervenants s'est poursuivi jusqu'à minuit. En vrac, on a pu apprendre que la campagne électorale, cela n'avait rien à voir (ou presque) avec la politique (ce qui fera bondir Sabine von Oppeln!), qu'il ne s'agissait pas forcément de transmettre à l'électeur la vision que le parti a de l'Europe, mais

„Montrer ou dire à l'électeur ce qu'il veut entendre ou voir, plutôt que de transmettre une vision de l'Europe“

plutôt de montrer ou dire à l'électeur ce qu'il veut entendre ou voir. Et que le but premier restait bien sûr de gagner, pas forcément de mobiliser. Ainsi, la CDU a décidé d'appuyer sa campagne sur des thèmes nationaux, décidée à bien enfoncer le clou d'une coalition Rot-Grün embourbée dans le mécontentement de la population dû aux réformes impopulaires de la santé et des retraites. La SPD quant à elle, a décidé de se focaliser sur la politique étrangère de l'Europe- „Friedensmacht Europa“ , puisqu'il a été prouvé par des sondages que dans un contexte de guerre en Irak 80 % des électeurs SPD veulent entendre parler du rôle de l'Europe dans le monde. Bien sûr, si l'on regarde les affiches de plus près, on peut voir des petites subordonnées qui laissent transparaître que l'on fait également de ce côté de l'échiquier des yeux doux à l'électorat national: „Zukunftsgerecht“ certes (en très gros) mais „im deutschen Interesse“ (en tout petit)! Les Verts par contre, parti toujours bien positionné aux européennes, a décidé de mener une campagne au niveau européen, les „Eurogreens“ s'étant fondés au Congrès de Rome les 20 et 22 février dernier.

Face à tout cela, Lutz Hager reste critique et un brin cynique. Il se veut avec ses compères de la JEF „Stachel im Fleisch der europäischen Parteien“, en cherchant à les attirer vers le droit chemin, celui de la fédération européenne (même si la route reste longue, tortueuse et parsemée d'embûches...). Que conclure de tout cela? Chers européens, la politisation de l'Europe, tout comme l'europanisation de la politique, ce n'est pas encore pour tout de suite!

Semble-t-il, mais il serait hasardeux de trouver la solution en France. Ne voulant pas s'en tenir

au débat des Pro- et des Anti- autour gouvernement Raffarin, l'antenne parisienne a reçu le 22 mars dernier Maud Scelo, chargée de mission pour les élections européennes auprès du bureau d'information du Parlement européen pour les élections européennes. Bien conscients qu'avant les élections régionales il serait illusoire d'aborder les élections européennes sous l'angle politique, nous avons privilégié le point de vue institutionnel. Madame Scelo a pu nous déciller sur la guerre des campagnes d'information. Nous avons appris

que la signature de l'institution délégataire au bas d'une affiche de campagne de sensibilisation contre l'abstention devient en coulisse un nœud de bataille politique. La RATP, établissement public chargé d'une mission de service public s'il en est, a ainsi vendu au prix fort au Parlement européen des panneaux publicitaires sur les bus et dans le métro parisiens... que

les services de l'exécutif essaient de racheter pour leur propre campagne. En revanche, nombreux sont les reportages qui pronostiquent un taux d'abstention « record » (en 1999, ce dernier avait atteint 53% !). De l'art de la campagne et de la contre-campagne...Souhaitons, comme régulateur de cafouillages, qu'il pleuve le 13 juin, la météo étant, en dernier ressort, un bon cachet contre l'abstention.

Le prochain jour fixe de l'antenne parisienne aura lieu immédiatement après les résultats, soit le mercredi 16 juin. Nous devrions accueillir Martina Zimmermann, correspondante de l'ARD à Paris, et analyser avec elle les scores des quelques 168 listes (28 en Ile de France) déposées dans les 8 nouvelles circonscriptions électorales, née du re-découpage de la loi de 2003. Certains slogans ne laissent pas de surprendre. Ainsi Jacques Cheminade (« Solidarité nouvelle ») court-il sous la bannière « l'avenir de l'Europe est en Eurasie ». Des écologistes non verts, plus radicaux encore, se sont rassemblés derrière un catégorique « La terre sinon rien ». Arlette est toujours là mais n'y croit plus, les chasseurs militent pour « l'Europe qu'on aime, l'Europe des différences » et l'UMP défend un programme en partie à rebours des positions de Jacques Chirac. A croire que le plus important est d'être là, mais pas forcément pour quelque chose. Et les élections européennes, de consultation électorales, deviennent un exercice imposé auquel les partis de gouvernement se prêtent de mauvaise grâce et pour lequel les autres s'investissent en désespoir de cause...

Chloé Aublin (à Berlin) et
Sophie Didier (à Paris)

Rettet den Zyklus!!

Lors de la dernière assemblée générale, en janvier à Paris, le bureau de l'AGKV avait reçu pour mandat de rédiger un manifeste destiné à souligner auprès des responsables de Sciences Po et de l'Otto Suhr Institut la nécessité de préserver le caractère intégré du Cycle. Des négociations entre les deux institutions battaient leur plein, l'avenir du programme restait dans le flou. Nous avons décidé d'attendre d'y voir un peu plus clair avant de rédiger le document ci-contre.

Bref résumé des enjeux : la réforme de la scolarité à l'IEP (passage au master européen en 5 ans) et la maintenance de la scolarité de l'OSI sous la forme d'un diplôme font que le Cycle franco-allemand, déjà réformé en 2000, ne peut plus exister en tant que tel ; des aménagements sont possibles, si volonté partagée de la FU et de l'IEP de maintenir un cycle intégré. Ceci n'est pas gagné à l'heure qu'il est, et cela pour deux raisons : 1. L'organisation de la scolarité à la FU et à l'IEP et la philosophie des deux diverge de plus en plus, 2. Le cycle franco-allemand n'est plus l'enfant chéri des programmes européens de part et d'autre.

La refonte du Cycle franco-allemand est inévitable mais le risque d'une dilution/disparition d'un programme intégré IEP/FU est réel ; l'issue pourrait être la renaissance du Cycle franco-allemand par la création de masters spécialisés franco-allemands IEP/FU. La lettre ouverte aux directions de la FU, de l'IEP et de la DFH/UFA a donc pour objectif :

- de rappeler ce que le Cycle a représenté pour certains anciens et pour l'émergence d'un vivier de compétences franco-allemandes et européennes,
- d'appeler à ce que les particularités d'un cursus intégré soient maintenues dans le cadre des réformes en cours. De nombreux anciens ont déjà signé. Si vous souhaitez le faire, allez sur le site www.agkv.org ou envoyez un courriel à infoATagkv.org avec vos noms, fonction et promotion.

Le Vorstand

Bisherige UnterzeichnerInnen :

Doreen Allerkamp, Doktorandin, The Maxwell School of Citizenship and Public Affairs, Syracuse University (1997/99) ■ Julie Astorg, Chargée de mission pour les questions européennes auprès de la Ministre déléguée pour la culture et les médias Christina Weiss, Berlin (1995/97) ■ Chloé Aublin, wissenschaftliche Mitarbeiterin im Deutschen Bundestag (1999/01) ■ Thorsten Bargfrede, Second Secretary, Delegation der Europäischen Kommission in Pakistan (1992/94) ■ Georg Baumann, Journalist (1999/01) ■ Mechthild Baumann geb. Stöhr, Doktorandin, Humboldt-Universität Berlin (1999/01) ■ Carole Benaïte, étudiante (1999/01) ■ Jan Bittner, Doktorand, Arbeitsstelle für Außen- und Sicherheitspolitik, FU Berlin (1999/01) ■ Maëlis Borghese, étudiante (2002/05) ■ Céline Carré, Consultante en affaires européennes, Logos Public Affairs, Bruxelles (1997-1999) ■ Alexis Cazin, Trader de pétrole chez Total (promotion 1990/1991) ■ Jean-Baptiste Cuzin, chargé de mission pour les questions européennes, Ministère de la culture et de la communication (promotion 1995/97) ■ Carolin Dieterich, Redakteurin, AVE Fernsehproduktionsgesellschaft (1997/99) ■ Roland Erne, College Lecturer, Dept. of Industrial Relations & Human Resources, University College Dublin (1995/97) ■ Sabine Escot, CIP International, Conseil franco-allemand en Implantation et Prospection, Colmar (1989/90) ■ Harald Fiedler, Etudiant (2001/04) ■ Pierre-Olivier François, Journaliste ARTE (1992/94) ■ Isabelle Frappier, Consultante, Orga Consultants (1994/96) ■ Markus Frenzel, Journalist Deutsche Welle (1999/01) ■ Christophe Garat, Elève de l'Ecole Nationale d'Administration (1998/00) ■ Dr. Rebekka Göhring, Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik, Berlin (1995/97) ■ Dr. Catherine Götz, Politologin, Hessische Stiftung für Friedens- und Konfliktfor-

Monsieur Richard Descoings, Directeur de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris;
Herrn Univ.-Prof. Dr. Dieter Lenzen, Präsident der Freien Universität Berlin;
Herrn Univ.-Prof. Dr. Thomas Risse, Dekan des Fachbereichs Politik- und Sozialwissenschaften der Freien Universität Berlin;
Herrn Prof. Dr. Albert Hamm, Präsident der Deutsch-Französischen Hochschule

Mesdames, Messieurs,

Depuis plus de dix ans existe un programme d'échanges universitaires intégré entre deux institutions prestigieuses, l'Institut d'Etudes Politiques de Paris et l'Otto Suhr Institut de la Freie Universität de Berlin, par lequel nous sommes tous passés. Nous, les anciens du Cycle franco-allemand en Sciences politiques et sociales, avons tous un point commun, qui a été l'un de nos atouts principaux sur le marché du travail : notre «compétence interculturelle», c'est à dire notre sensibilisation particulièrement intense aux méthodes de travail et de pensée du pays partenaire, que ce soit l'Allemagne pour les Français parmi nous, ou la France pour les Allemands. Si nous occupons aujourd'hui des postes très variés dans les entreprises et administrations en Allemagne, en France, en Europe ou ailleurs, si beaucoup d'entre nous ont même décidé de travailler à l'étranger, si nous passons souvent, sur notre lieu de travail, pour « le » ou « la » spécialiste du pays partenaire, nous le devons en grande partie au Cycle franco-allemand.

Nous avons appris, par nos contacts avec les actuelles générations d'étudiants, qu'à la suite de nouvelles réformes au sein des deux institutions, l'avenir du programme est en train d'être renégocié. Ce n'est pas la première fois dans l'histoire de la coopération entre l'IEP et la FU, et nous savons que c'est nécessaire. Loin de nous l'intention de nous immiscer dans le détail de ces délibérations. Un point néanmoins nous paraît mériter d'être préservé coûte que coûte, dans l'intérêt des générations futures d'étudiants, et c'est l'objet du présent courrier. Pensez, s'il vous plaît, à ne pas sacrifier sur l'autel des réformes un aspect essentiel de ce programme, et qui fait à nos yeux toute sa spécificité : son caractère intégré.

Ce qui fait que le Cycle a été pour nous bien plus qu'un séjour Erasmus dans un pays étranger, ce qui nous a sensibilisé en profondeur à la coopération franco-allemande et européenne, c'est le fait que nous étions dès le départ intégrés à un groupe d'étudiants français et allemands.

Il s'agissait de faire partie d'un groupe franco-allemand à la découverte de ses différences, en Allemagne et en France, dans le cadre de séminaires communs réalisés dans les deux pays, pendant plusieurs semestres. Voilà ce qui pour une majorité d'entre nous a fait du Cycle une expérience unique, voilà aussi ce qui a créé au fil des ans un vrai réseau franco-allemand, réseau qui se mobilise aujourd'hui pour vous écrire.

Sans son caractère intégré, le Cycle franco-allemand ne serait plus ce qu'il était. Et c'est précisément sur la «compétence interculturelle» qu'il permet d'acquérir que se bâtit l'Europe. Nous vous souhaitons bonne chance dans l'élaboration de vos projets de réforme et espérons que cette spécificité du Cycle franco-allemand, qui s'est montrée si efficace depuis sa création, soit préservée.

Sehr geehrte Damen und Herren,

Seit mehr als zehn Jahren besteht zwischen zwei sehr renommierten Institutionen, dem Institut d'Etudes Politiques de Paris und dem Otto Suhr Institut der Freien Universität Berlin, ein integriertes Studienprogramm, an dem wir alle teilgenommen haben. Als Ehemalige des Deutsch-Französischen Studienzyklus in Politik- und Sozialwissenschaften, verfügen wir über eine gemeinsame "Trumpfkarte" auf dem internationalen Arbeitsmarkt: unsere "interkulturelle Kompetenz", das heißt unsere besondere Sensibilisierung für die Arbeits- und Denkweise des jeweiligen Partnerlandes. Wenn wir heute vielfältige Posten in Unternehmen, Verwaltungen oder Medien in Deutschland, Frankreich, Europa oder anderen Ländern dieser Welt besetzen, wenn viele von uns sich entschieden haben, im Ausland tätig zu werden, wenn wir oft auf unserem Arbeitsplatz "der" oder "die" Spezialist(in) des Partnerlandes gelten, dann haben wir das vor allem dem deutsch-französischen Studienzyklus zu verdanken.

Durch unseren regen Austausch mit den aktuellen Generationen des Studienzyklus haben wir erfahren, dass in der Folge anstehender Reformen an beiden Institutionen die Zukunft des Programms neu verhandelt wird. Dies ist nicht das erste Mal in der Geschichte der Kooperation zwischen dem IEP und der FU, und wir wissen, dass Veränderungen notwendig sind. Es liegt uns fern, uns in Details dieser Diskussionen einzumischen. Ein Aspekt muss aber unseres Erachtens auf jeden Fall im Interesse der zukünftigen Studierendengenerationen gewährleistet bleiben - und das ist auch der Grund dieses Schreibens. Vermeiden Sie es bitte, eine grundlegende Eigenschaft des Programms auf dem Altar der Reformen zu opfern, die in unseren Augen seine Besonderheit darstellt und seinen Erfolg ausmacht, nämlich sein integrierter Charakter.

Der Grund, warum der Zyklus für uns mehr als ein Erasmus-Aufenthalt im Ausland war, was uns tief für die deutsch-französische Zusammenarbeit und die europäische Kooperation sensibilisiert hat, ist die Tatsache, dass wir von Anfang an in einer Gruppe deutscher und französischer Studierender integriert waren, innerhalb derer wir in binationalen "Tandems" gearbeitet haben.

So hatten wir Gelegenheit, mehrere Semester lang gemeinsam in beiden Ländern zu studieren und im Rahmen deutsch-französischer Seminare Unterschiede und Gemeinsamkeiten zu entdecken. Darum wurde der Zyklus für die Mehrheit unter uns eine einmalige Erfahrung, die es uns ermöglicht hat, während all dieser Jahre ein echtes deutsch-französisches Netzwerk zu schaffen. Dieses Netzwerk mobilisiert sich heute, um Ihnen diesen Brief zu schreiben.

Ohne seinen integrierten Charakter wäre der deutsch-französische Studienzyklus nicht das, was er jetzt ist. Und die "interkulturelle Kompetenz", die zu erwerben er ermöglicht, ist die Grundlage von Europa. Wir wünschen Ihnen viel Erfolg bei der Erarbeitung Ihrer Reformprojekte und bitten Sie, die Besonderheit des deutsch-französischen Studienzyklus zu erhalten, die ihn so erfolgreich gemacht hat.

schung Frankfurt a.M. (1993/95) ■ Andreas Goldthau (1998/00) ■ Raphaël Goulet, Assistant du Directeur général pour la politique régionale, Commission européenne (1992/94) ■ Lutz Guellner, Desk Officer Russia, DG External Relations, European Commission (1995/97) ■ Jutta Hergenhan, Doktorandin am Otto-Suhr-Institut, FU Berlin (1994/96) ■ Frank Hornig, Journalist, DER SPIEGEL, Hauptstadtbüro (1992/94) ■ Laure Huberty, Studentin (2003/06) ■ Claire Isambert - Chef de cabinet - Présidence d'ARTE (1993/95) ■ Pascal Jentsch, responsable Marketing & Communication, Gaz de France Deutschland GmbH (1997/99) ■ Till Jung, Student (2000/03) ■ Volker Kaul, Doktorant, Luiss Guido Carli University, Rome (2000/2003) ■ Johannes Kiersch, Stipendiat im Stipendiatenkolleg fuer internationale Aufgaben, Robert Bosch Stiftung (1999/01) ■ Dr. Martin Koopmann, Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik, Programm Frankreich / deutsch-französische Beziehungen, Berlin (1992/94) ■ Fanny Lacroix-Desmazes, Stagiaire à Inclusion Europe, Bruxelles (2001/02) ■ Maxim Leo, Journalist, Berliner Zeitung, Redaktion Seite Drei (1993/95) ■ Dr. Nina Leonhard, Wissenschaftlerin am

Sozialwissenschaftlichen Institut der Bundeswehr, Strausberg (1994/96) ■ Olivier Maes, Premier Secrétaire à la Représentation permanente du Grand-Duché de Luxembourg auprès de l'Union européenne (1995/97) ■ Claudia Major, PhD Student, European Research Institute, University of Birmingham (1999/01) ■ Clémence Malaret, étudiante (2000/03) ■ Francesco Martucci, Allocataire moniteur à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne, Rattaché au Centre d'Etudes et de Recherches Européennes (CERES) (1999/01) ■ Dr. Elise Massicard, sociologue, chargée de recherches, CNRS / Centre Européen de Recherches Administratives, Politiques et Sociales, Lille (1995/97) ■ Stephan Massing, Program Associate UNDP Afghanistan (2000/03) ■ Sven Matzke, assistant parlementaire, Parlement Européen (1995/97) ■ Jeanne Michel, Euroconnections, Berlin (1996/98) ■ Sebastian Müller, wissenschaftlicher Mitarbeiter im Europäischen Parlament, Brüssel (1997/99) ■ Yann Ollivier, correspondant à Berlin pour l'Agence France-Presse (AFP) (1994/96) ■ Gwenaëlle Perrier, doctorante à l'IEP de Paris (2000/03) ■ Florian Peschelt, Student (2002/05) ■ Vincent Julien Piot, pianiste, traducteur, kulturdesig-

ner, Francfort (1992/94) ■ Sophie Reynaud, Revisorin, Citroën Deutschland AG (1999/01) ■ Mathilde Richter, Correspondante à Berlin, Dow Jones Newswires (1996/98) ■ Anne Friederike Röder, étudiante (2003/06) ■ Sarah Ruffler, Studentin (2002/05) ■ Raphael Sauter, Praktikant, Europäische Kommission, (2000/03) ■ Isabel Schäfer, wissenschaftliche Mitarbeiterin am Otto-Suhr-Institut, Freie Universität Berlin (1994/96) ■ Philip von Schöppenthau, Public Affairs Consultant bei EPPA, Brüssel, (1988/89) ■ Friederike Schulz, Journalistin beim Deutschlandfunk (1999/01) ■ Judith Schwethelm, Projektassistentin, Friedrich Ebert Stiftung Moskau (1999/01) ■ Robert Stemmler, Student (2002/05) ■ Sabine Voglieder, Referentin, Bundesministerium des Innern (1990/91) ■ Cédric Wachholz, Spécialiste du programme, Politiques et stratégies éducatives UNESCO (1994/96) ■ Ulrike Walper, Sekretärin, Berlin ■ Patrice Wegener, Europa-Referent der Martin-Luther-Universität Halle-Wittenberg (1989/90) ■ Jan Wessels, wissenschaftlicher Mitarbeiter der VDI/VDE-IT im Bereich Innovationspolitik, Berlin (1992/94) ■

Polar bruxellois...

Bruxelles, le 19 Mars 2004, un vendredi matin à 7h00. Six policiers belges pénètrent dans l'appartement d'un journaliste allemand. Sans mot dire, ils procèdent à la saisie de documents, extraits de comptes bancaire, matériel informatique et téléphone de l'intéressé, qui est conduit à son bureau ou se reproduit le même scénario. Tous ses écrits et documents de travail sont mis sous scellés. S'ensuit une garde à vue de 10 heures, pendant lesquelles le journaliste ne peut contacter ni sa femme ni ses collaborateurs, ni même un avocat. Motif de la perquisition ? Le journaliste serait l'objet d'une enquête pour « corruption de fonctionnaire ». On le soupçonne d'avoir payé un fonctionnaire en 2002 pour obtenir certaines informations publiées dans un article sur de prétendues malversations au sein des institutions européennes. Derrière ces accusations se cache l'OLAF, l'organe de lutte anti-fraude des institutions européennes... L'affaire suit son cours. Le journaliste, interdit d'accès aux documents confisqués, clame son innocence. Les conférences de presse se succèdent, dans un

climat orageux. En effet, au même moment, des allégations à l'égard de parlementaires font jour, portant sur les conditions de perception des indemnités journalières. Le 21 avril, deuxième perquisition du bureau du journaliste, au cours de laquelle de nouveaux dossiers sont confisqués et une armoire fracturée. Visiblement les commanditaires de ces visites n'ont pas encore trouvé de preuves croustillantes...

Cauchemar éveillé ? Mauvais roman d'espionnage soviétique ? Polar de mauvais goût ? Non. Il s'agit en fait de l'histoire vécue par Hans Martin Tillack, correspondant du Stern à Bruxelles depuis 5 ans, connu pour son très actif et méticuleux travail d'investigation. Tillack a obtenu en 2002 des documents liés à l'affaire Van Buitenen, le fonctionnaire dont les révélations avaient en 1999 conduit à la chute de la Commission Santer. Le soupçon alors émis sur les moyens utilisés pour l'obtention des informations (i.e. avoir payé un fonctionnaire) n'a jamais été prouvé, et l'OLAF a même reconnu le manque de preuve. Pourtant, deux ans plus tard, dans un imbroglio invraisemblable, l'affaire resurgit et le journaliste doit faire face à de

nouvelles attaques. Doit-on parler de manipulation ou de censure dans un contexte pré-électoral et de remaniements au sein de la Commission Européenne? Hans Martin Tillack était-il sur le point de faire éclater un nouveau scandale? Apparemment, et selon des sources proches du dossier, il s'agirait « tout simplement » d'une démarche d'intimidation de la part de fonctionnaires excédés par le zèle inquisiteur du journaliste du Stern, bien connu pour son regard critique envers le fonctionnement de la machine européenne (voir à ce sujet son ouvrage Raumschiff Brüssel, Oder Wie die Demokratie in Europa scheitert »). Et pourtant, Tillack, loin de critiquer l'Europe tous azimuts, et au travers d'exemples précis, se bat pour que le citoyen X ou Y se soucie un peu plus de ce qui se passe à Bruxelles. Lors d'une conférence de presse organisée par la Fédération Internationale des Journalistes (FIJ) le 9 juin dernier, son Secrétaire Général Aidan White dénonçait une atteinte sans précédent à la liberté de la presse dans un pays démocratique. Cette intimidation n'aurait pas été possible dans un pays où les sources des journalistes

sont protégées. La Belgique, qui fait à cet égard figure d'exception en Europe, devrait toutefois être bientôt dotée d'un texte accordant aux journalistes le droit de taire leurs sources d'information (le projet de loi est en cours de deuxième lecture au Sénat). Tillack porte plainte contre la Commission et réclame aujourd'hui des dommages et intérêts à hauteur de €250 000.

Mais au-delà de la question cruciale de la liberté de la presse en Belgique, on se demande de quoi peuvent vont s'enthousiasmer les nouveaux Etats membres : où est passé l'article 11 de la future Constitution Européenne relatif à la liberté d'expression ? Quid de la transparence des institutions et du contrôle des pouvoirs au sein des institutions ? Ou le cas Tillack aurait-il été mis en scène pour rallier nos nouveaux compatriotes européens restés nostalgiques d'un système policier ?

Commissaire Eurotournesol

Hans Martin Tillack travaille pour le Stern depuis 1993, dont il est le correspondant bruxellois depuis 1999. Il a été l'invité d'un Jour Fixe bruxellois en février dernier.

KLATSCH & TRATSCH

A partir de fin juin, **Chloé A.** (1999/01) ne sera malheureusement plus à l'écoute des étudiants et de Sabine dans le Chaos-Büro de l'OSI. C'est ça, les économies budgétaires! Par contre, **Sophie D.** (aussi 1999/01) fait ses débuts rue Saint-Guillaume...

Dans l'ambiance des noces princières de ce printemps, BUNTE et Paris-Match ont oublié de parler du mariage 100% Zyklus de **Mechthild née St.** (1999/01) et **Georg Bau.** (1999/01), qui se sont dit JA à Kreuzberg le 17 avril.

Le Vorstand et les Jours Fixes, ca rapproche... Avons remarqué depuis Berlin certaines similitudes d'agenda entre **S.D.** (1999/01) et **J.B.C.** (1995/97). A étudier de plus près...

Till Ju. (2000/03, Vorstand) scheint seit dem Anfang seiner Weltreise im Februar untergetaucht zu sein. Wir haben bisher keine Nachrichten von ihm bekommen... Till! Bist Du in einem Ashram in Indien geblieben?

Qu'occupe **Sebastian Mül.** (1997/99) pendant ses pauses déjeuner bruxelloises ? Aller manger son cornet de frites quotidien Place Jourdan ? Aller déjeuner avec Erika Mann sur une terrasse ensoleillée de la Place du Luxembourg ? Ou nourrir les canards affamés du Parc Léopold ? Réponse dans le prochain Courier

Beim letzten Berliner Jour Fixe haben wir eine Vergleichstudie der Festen des Zyklus angefangen. Der Jahrgang "**Promotion Alain Chabat**" (2002/05) verdient die Goldene Palme. Bei deren fast wöchentlichen Feten kann Jeanne M. (1996/98) wohl nicht mehr behaupten, ihr Jahrgang hätte am meisten gefeiert !

In diesem Erweiterungsjahr ist die erste Rumänin im Zyklus aufgenommen worden. Ratet mal auf welcher Seite. Glückwunsch **Dana!**

Thorsten Barg. (1992/94) propose du fin fond du Pakistan des stages à la représentation de l'UE à Islamabad pour étudiants du cycle en soif de dépaysement. Mails à info@agkv.org, on fera suivre!

Qu'ont **Julie As.** (1995/97) et **Céline Car.** (1997/99) en commun ? Avoir rencontré **Ronja Kemp.** (1997/99) dans un aéroport lors d'un aller retour de cette dernière sur Bruxelles. Ah ces businesswomen...

Catherine Gö. (1993/95) ist die stolze Mutter der kleinen Emma Dào, geboren am 19. Januar 2004 ! Glückwünsche !

Julien Mar. (1997/99) parviendra, malgré des pressions que l'on imagine assez pesantes, à s'extraire des contraintes préfectorales pour

célébrer à Brest son mariage avec Laurence. Un seul mystère plane encore sur le lieu, si excentré des contrées germanophiles ! On leur souhaite néanmoins beaucoup de bonheur !

Tobias Schä. (1997/99) verlässt Berlin. Erweiterungsfieber ? Sein Ziel ist Brüssel, wo er in die Werbebranche weiter Karriere machen will. La suite des aventures de la famille Schäfer au prochain numéro.

Michael Schlo. (1997/99) heiratet seine Kathrin ende Juni in Berlin. Die beiden UrBerliner haben aber vor ein paar Monaten ihre Stadt verlassen, um in die ehemalige Hauptstadt Bonn zu ziehen.

Berlin fait également fuir **Pascal Jent.** (1997/99), qui s'est vu offrir une promotion non refusable chez Gaz de France à Paris à partir de septembre. Pascal, Céline et les jumeaux devront renoncer à leur loft de Wedding, mais Paris, c'est Paris !

Kristina Gree. (1994/96) a refait sa vie avec son mari Markus en... Nouvelle-Zélande. Aux dernières nouvelles, elle y a trouvé un boulot de journaliste. Mais le scoop le plus frais, elle l'a glissé au milieu de son album virtuel de photos de vacances sur internet : une échographie prometteuse ! Herzlichen Glückwunsch !